



TOUS DANS L'ACTION LE 27 MAI POUR COMBATTRE LES PLANS DE LA DGFIP ET DU GOUVERNEMENT !

Dans un contexte d'aggravation de la crise économique et sociale qui touche tous les salariés, les annonces de plan de rigueur et d'austérité se développent, tant dans notre pays qu'au niveau international. La pression exercée par les marchés financiers avec la complicité des États et de la commission européenne entraîne des reculs sociaux sans précédents. Les gouvernements, jouant sur la peur et la dramatisation, accompagnent ce mouvement d'attaques contre les missions publiques et contre les droits et garanties de tous les salariés.

Dans le même temps, le gouvernement vient de dévoiler ses projets explosifs contre les retraites et les pensions. Il multiplie les annonces toutes plus régressives les unes que les autres (allongement des durée de cotisations, mise en place de la réforme dès 2011, création d'une caisse de retraite pour les fonctionnaires, suppressions des avantages divers,...) avec, là encore, pour objectif dogmatique la réduction des dépenses publiques. Le résultat, nous le connaissons : une baisse vertigineuse du montant des retraites et des pensions.

Deux ans après sa création, la DGFIP n'est pas en reste d'évolutions régressives : les réformes se poursuivent, les conditions de vie au travail se dégradent, les moyens continuent de diminuer ... avec des conséquences négatives que l'on voit tous les jours dans les services sur l'exécution des missions et la charge de travail des agents !

Agir pour la défense et le renforcement des missions, pour l'arrêt des suppressions d'emplois, pour l'amélioration des conditions de vie au travail, pour les rémunérations et les carrière, pour les pensions ... Tels sont les 5 axes de la plate forme revendicative unitaire de la DGFIP, portée lors de la grève du 23 mars dernier ! Cette journée d'action interprofessionnelle a été un succès, notamment à la DGFIP (40 % des agents en grève). Elle faisait suite à nombre de mobilisations nationales ou locales qui marquent la colère et la détermination des agents.

A la suite de ces mobilisations, le nouveau ministre F. BAROIN a reçu les syndicats de la DGFIP et a annoncé l'ouverture de discussions sur l'emploi (avant l'été) et sur les rémunérations. Par ailleurs, suite au CTPM de mai où les nouveaux statuts fusionnés de la DGFIP ont été validés,

une nouvelle phase de discussions sur les règles de gestion va s'ouvrir rapidement. La mobilisation des personnels est indispensable pour contrer l'autosatisfaction méprisante et répétée de la DG. Par ailleurs, les syndicats ne se rendront pas à la convocation du CTPC DGFIP la veille de la grève.

La CGT Finances publiques, issue de la réunion du SNADGI et du SNT, a été fondée en mai 2010 dans un contexte très conflictuel avec la DGFIP. Les missions publiques, les conditions de vie au travail des agents, les droits et garanties collectives, l'emploi, les salaires sont au coeur de ses exigences revendicatives. Elle considère que seule l'action et le rassemblement des salariés et des agents de la DGFIP, sont susceptibles d'imposer de réelles réponses et l'ouverture de négociations !

Dans la poursuite des mobilisations et suite à l'appel interprofessionnel à une grande journée de mobilisation le jeudi 27 mai, la CGT Finances publiques appelle les agents à faire grève et à participer aux manifestations pour :

- ▶ **défendre l'emploi, les rémunérations, les retraites ;**
- ▶ **contrer les réformes régressives à la DGFIP ;**
- ▶ **imposer l'ouverture de négociations sur la plate forme revendicative de la DGFIP.**

Cinq syndicats de la DGFIP (CGT Finances publiques, Union Snui-Sud, CFDT, CFTEC et UNSA) appellent à cette journée. L'intersyndicale se réunira dès après la journée de mobilisation pour analyser et donner des suites à l'action.